Burundi : Les médias sur les réseaux sociaux bien décidés à continuer

Deutsche Welle, 26.08.2016 "On va continuer Ã utiliser WhatsApp" AprÃ¨s l'arrestation de membres d'un groupe de discussion WhatsApp, les mÃ©dias qui utilisent les rÃ©seaux sociaux et les messageries privÃ©es pour informer les populations de la situation au Burundi s'inquiÃ¨tent. Huit personnes d'un groupe de discussion WhatsappÂ ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es samedi dernierÂ pour "atteinte Ã la sÃ»retÃ© de l'Etat", alors qu'elles se trouvaient dans un bar de Bujumbura. Elles sont accusÃ©es d'avoir diffusÃ© sur internet des propos diffamatoires et injurieux Ã l'encontre de certaines personnalitÃ©s politiques du pays.

Pour les mÃ©dias qui tentent d'informer sur ce qui se passe au Burundi, l'utilisation des rÃ©seaux sociaux et des messageries privÃ©es sur tÃ©lÃ©phone sont un moyen de toucher leur public. "On va continuer Ã utiliser WhatsApp, on n'a pas le choix", nous dit Alexandre Niyungeko, de la radio Inzamba. Il a crÃ©Ã© Ã l'Ã©tranger une radio en ligne pour informer les populations burundaises privÃ©es d'accÃ¨s aux mÃ©dias indÃ©pendants dans leur pays. La messagerie WhatsApp, Ã tÃ©lÃ©charger sur un smartphone, estÂ un des uniques moyens de faire circuler l'information. Alexandre Niyungeko est particuliÃ¨rement inquiet aprÃ¨s ces arrestations. "Nous sommes prÃ©occupÃ©s par cette chasse de tout ce qui touche les rÃ©seaux sociaux par le pouvoir de Bujumbura. Il est vrai que ce n'est pas la premiÃ¨re fois puisque ceux avec qui nous sommes en contact nous disent qu'ils Ã©coutent plutÃ´t les informations en utilisant des casques pour Ã©viter que l'entourage puisse entendre qu'ils sont en train d'Ã©couter nos informations." LA FIDH dÃ©nonce de nouveaux abus Pour la FIDH, rÃ©unie en ce moment en congrÃ¨s en Afrique du sud, ces nouvelles arrestations dans un bar montre que le gouvernement burundais n'a plus de limites. AprÃ¨s les arrestations ou les disparitions forcÃ©es de journalistes, de manifestants et de membres de la sociÃ©tÃ© civile, cet Ã©pisode est un nouvel exemple de rÃ©pression des principes de libertÃ© et des droits humains. C'est ce que dÃ©nonce TchÃ©rina Jerolon, la responsable adjointe du bureau Afrique de la FÃ©dÃ©ration internationale des droits de l'homme. "C'est une atteinte Ã la libertÃ© d'expression, justifiÃ©e par les autoritÃ©s sous prÃ©texte de sÃ©curitÃ©, mais rien ne peut justifier que de telles atteintes soient portÃ©es Ã des personnes qui souhaitent simplement pouvoir diffuser des informations sur des questions de sÃ©curitÃ©." Le ministre de l'Information burundais n'Ã©tait pas joignable pour rÃ©pondre Ã nos questions. Jeudi 25 aoÃ»t, l'organisation SOS MÃ©dias Burundi a rapportÃ© la libÃ©ration d'un journaliste radio qui Ã©tait accusÃ© d'"atteinte Ã la sÃ»retÃ© de l'Etat". Gisa Steve Irakoze Ã©tait dÃ©tenu par SNR, le renseignement burundais. En revanche, on est toujours sans nouvelles d'un autre journaliste, Jean Bigirimana.